

## COORDINATION NATIONALE SOLIDARITE KURDISTAN

---

16, rue d'Enghien 75010 Paris - Tél : +33 6 45 41 76 68 - email : cnskurd@gmail.com

### COMMUNIQUÉ

#### LES ARRESTATIONS ET LA CRIMINALISATION DES KURDES EN FRANCE DOIVENT CESSER !

Mardi 23 mars 2021 plusieurs opérations de police ont eu lieu en France à l'encontre de réfugiés kurdes de Turquie. Elles font suite aux différentes mesures et actions judiciaires visant à criminaliser les Kurdes réfugiés dans notre pays. Des locaux associatifs ont été perquisitionnés et plus d'une dizaine de personnes placées en garde à vue.

Cette répression va de pair avec la procédure engagée par R.T Erdoğan, d'interdiction du HDP (Parti Démocratique des Peuples) et l'arrestation journalière de centaines de ses membres parmi lesquels de nombreux élu.e.s. Faut-il croire que cela résulte de l'entretien téléphonique entre M. Macron et R.T Erdoğan le 18 mars 2021 ?

Cette politique de compromission doit cesser, elle porte atteinte aux valeurs qui sont les nôtres et encourage R.T Erdoğan à aggraver sa politique répressive. Les moyens institutionnels, Parquet National Anti-terroriste, forces de police et justice, doivent être mobilisés contre les terroristes de Daesh et les Loups Gris, fascistes turcs qui, ces jours-ci, ont tagué les locaux d'une association kurde à Lyon.

Les autorités de notre pays ne doivent pas avoir la mémoire courte et passer en pertes et profits les vies des 26 000 kurdes des YPG, YPJ, PKK qui sont tombé.e.s, dans la lutte contre Daesh, pour protéger l'Occident.

La France doit se mettre en conformité avec l'Arrêt T-316/14 du 15 novembre 2018 de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) rendant illégale l'inscription, du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) sur la liste des organisations terroristes, par les pays membres du Conseil de l'Europe. Cette décision de justice s'impose à tous les pays de l'Union Européenne.

Les stratégies géopolitiques et économiques doivent également cesser, la Turquie doit être sanctionnée politiquement et économiquement, la France doit soutenir les forces démocratiques et progressistes de ce pays.

La CNSK apporte son soutien à la communauté kurde, exige la libération des personnes interpellées et appellent les organisations démocratiques à se joindre partout en France aux manifestations prévues dans les jours à venir.

Paris, le 24 mars 2021

---

Amis du Peuple Kurde en Alsace - Amitiés Corse Kurdistan - Amitiés Kurdes de Bretagne (AKB) - Amitiés Kurdes de Lyon Rhône Alpes - Association Iséroise des Amis des Kurdes (AIAK) Association Solidarité France Kurdistan - Centre d'Information du Kurdistan (CIK) - Collectif Azadi Kurdistan Vendée - Conseil Démocratique Kurde de France (CDKF) - Ensemble - Mouvement de la Jeunesse Communiste de France - Mouvement de la Paix - Mouvement des Femmes Kurdes en France (TJK-F) - MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste Français (PCF) - Réseau Sortir du Colonialisme - Union Communiste Libertaire (UCL) - Union Démocratique Bretonne (UDB) - Union Syndicale Solidaires (USL) - Solidarité et Liberté Provence